

**Séance ordinaire du  
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Monnaie locale La Graine - Convention de partenariat 2024-2026 entre  
l'association Alternatives pour le Développement Économique et Social Local  
(ADESL) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Graine est une monnaie locale complémentaire lancée le 9 septembre 2018 sur l'ensemble du territoire du Département de l'Hérault et fonctionnant conformément à l'article 16 de la loi du 31 juillet 2014 sur l'Économie sociale et solidaire. Elle constitue un titre de paiement qui n'a de valeur que sur un territoire donné et au sein d'un réseau d'accepteurs adhérents agréés par l'association émettrice : entreprises, associations et collectivités locales. Elle est gérée bénévolement et démocratiquement par l'association sans but lucratif Alternatives pour le Développement Économique et Social Local (ADESL) – La Graine. La Graine est ainsi utilisée par près de 160 professionnels et plus de 500 utilisateurs particuliers, qui peuvent, après avoir adhéré, changer des euros en graines au taux de 1 euro = 1 graine, pour les utiliser ensuite auprès des accepteurs agréés. Les euros reçus par ADESL contre les graines sont dans leur intégralité placés dans un fonds de réserve, sur des comptes et livrets ouverts auprès d'organismes bancaires.

La Graine est ainsi un outil de relocalisation et de dynamisation de l'économie de l'Hérault, qui réoriente une partie du pouvoir d'achat local vers le commerce et les services de proximité, vers les producteurs locaux et les associations du territoire ; tous ces acteurs étant engagés dans l'économie circulaire éco-responsable et la transition écologique et solidaire. La Graine développe également la solidarité entre les

différents territoires ruraux de l'Hérault et les zones plus urbanisées de la façade sud, grâce aux relations notamment commerciales qu'elle permet de créer. C'est également un outil de changement des pratiques vers une économie solidaire, un développement durable et la relocalisation d'activités agricoles, artisanales ou industrielles dans l'optique de l'économie circulaire. Les professionnels rejoignant le réseau devant s'engager à relever des défis simples pour la relocalisation de leurs achats, l'environnement, ou encore l'utilisation de méthodes de production plus éco- responsables.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a acté, par délibération n°V2022-135 du 29 mars 2022, son adhésion à l'ADESL pour le versement d'une partie des indemnités des élus en monnaie locale complémentaire et approuvé la convention de partenariat correspondante. Complémentairement, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'adhérer à la structure ADESL, gestionnaire de la Graine par décision n° MD2023-1634 du 28 novembre 2023, et prend à sa charge le paiement de l'adhésion à l'ADESL pour la Ville de Montpellier et les 30 autres communes membres. Elle a également conclu, par délibération n°M2023-521 du 18 décembre 2023, une convention de partenariat pour la période 2024-2026 en faveur du développement de la monnaie locale La Graine.

Dans le cadre de la volonté de soutenir le dynamisme économique et social local, la transition écologique et solidaire, l'économie circulaire, ainsi que la vie associative locale, la Ville de Montpellier souhaite faire évoluer sa convention de partenariat initiale en introduisant de nouvelles actions, consistant à :

- Développer les actions de formation auprès des agents et les élus volontaires de la Ville de Montpellier sur l'usage des monnaies locales ;
- Développer la Graine comme instrument de paiement en conduisant une expérimentation visant à accepter l'usage la Graine comme instrument de paiement dans le cadre de ses régies de recettes. Les Graines pourront être encaissés dans le cadre d'une régie de recette, après modification de l'arrêté constitutif de la régie sur les moyens de paiement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat 2024-2026 entre la Ville de Montpellier à l'association ADESL – la Graine ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat ADESL La Graine 3M Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-268797-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

# **Convention de partenariat 2024 - 2026 entre La Ville de Montpellier et l'association A.D.E.S.L.**

**(Alternatives pour le développement économique et social local  
La GRAINE- monnaie locale)**

---

Entre les soussignés,

L'association A.D.E.S.L., association loi 1901, dont le siège social est situé à Montpellier, 14, rue Durand, 34000 Montpellier, représentée par Mr Gérard STRAUMANN, Co-président.

d'une part,

La Ville de Montpellier, représentée par Michaël Delafosse, Maire, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° du Conseil Municipal en date du 26 mars 2024.

d'autre part.

## **PREAMBULE :**

La France, pays d'Europe où les utilisateurs et le nombre de monnaies locales complémentaires (MLC) sont les plus importants, est pionnière en matière de reconnaissance et de développement d'un large écosystème accompagnant la structuration et le changement d'échelle des monnaies locales. Ces monnaies sont encadrées par l'article 16 de la loi Economie Sociale et Solidaire de juillet 2014, dite « loi Hamon ».

Selon le Mouvement SOL qui coordonne les monnaies locales, 80 monnaies locales circulent en France et sont utilisées par 40 000 particuliers et 10 000 entreprises adhérentes. Au niveau du territoire, la monnaie locale LA GRAINE portée par l'association A.D.E.S.L. comptabilise à ce jour 524 utilisateurs et 165 entreprises et associations utilisatrices. Leur usage par les collectivités territoriales s'inscrit dans une logique de relance économique locale et d'économie circulaire et solidaire dans les territoires.

La Ville de Montpellier ambitionne d'être à l'avant-garde de la transition écologique et solidaire en reprenant le pouvoir politique sur la finance, en favorisant le développement d'une monnaie locale qui soit au service de l'économie réelle du territoire, de ses habitants et de ses commerces.

La Graine est en effet un outil :

- de relocalisation de l'économie

- de défense du commerce de proximité
- de renforcement de l'emploi local et du lien social
- de protection de l'environnement
- de stimulation d'une économie circulaire
- de résilience économique du territoire
- d'éducation populaire.

La monnaie locale complémentaire (MLC) est un outil particulièrement efficace pour relancer l'économie au niveau territorial et créer de nouveaux socles de résilience économique des entreprises et des territoires. Elle vise à développer une économie locale durable respectueuse des humains et de la nature, connectée à l'économie et aux besoins réels et immédiats du territoire. Elle a en effet la faculté de stimuler l'activité locale avec une plus grande efficacité que l'euro du fait d'une vitesse de circulation plus rapide : non épargnée et non thésaurisée, elle est constamment utilisée à 100% dans l'économie réelle.

Depuis sa création en 2008, l'association à but non lucratif Alternatives pour le développement économique et social local (A.D.E.S.L.) développe et promeut la monnaie locale La Graine sur le territoire héraultais. L'association A.D.E.S.L., enregistrée à la préfecture de l'Hérault sous le N° W343015090, avec le SIRET 815 373 873 00034 gère la GRAINE, la monnaie locale complémentaire et citoyenne de Montpellier et de l'Hérault. Depuis juin 2023, dans le respect des dispositions de la loi sur la République numérique du 7 octobre 2016, l'ADESL a également ouvert un système de paiement par Graine numérique avec une application mobile, en déploiement à ce jour.

La GRAINE circule sous forme de coupons de billets de 1, 2,5,10, et 20 Graines et sous la forme de Graine numérique avec une parité fixe 1 Graine = 1 Euro.

La GRAINE est un titre de monnaie locale complémentaire (TMLC) tel que défini depuis 2015 au Code monétaire et financier en ses articles L311-5 et L311-6. Il n'a de valeur que sur un territoire donné et au sein d'un réseau d'accepteurs adhérents agréés par l'association émettrice : entreprises, associations et collectivités locales.

La réglementation prévoit que les titres de monnaies locales peuvent être émis sur support papier ou sous forme électronique ou numérique. Selon la nature des titres émis et selon le montant des sommes de monnaie locale en circulation, un agrément de l'autorité de contrôle et de régulation (APCR), ou une exemption d'agrément, peut être requis pour les personnes morales de droit privé porteuses du projet. Lorsque les coupons émis ne sont ni remboursables, ni fractionnables et ne donnent lieu à aucun rendu de monnaie, ils ne sont pas considérés comme des instruments de paiement et ne relèvent par conséquent pas du champ d'application de la réglementation bancaire. Dans ce cas, les coupons de monnaie locale constituent des titres spéciaux de paiement, régis par les dispositions de l'article L521-3 du code monétaire et financier. Aucun agrément de l'ACPR n'est nécessaire pour leur émission.

Il est de plus prévu que toute structure de monnaie locale développant un système numérique puisse le faire sans déclaration à l'APCR tant que le seuil du million d'euros de paiements en

numérique sur 12 mois glissants n'est pas atteint, et si elle respecte le critère du réseau limité d'accepteurs ou de l'éventail limité de biens et de services, ce qui est le cas de la GRAINE.

Le fonctionnement de la monnaie locale est simple :

Tout adhérent particulier change des euros (€) contre des Graines au taux de 1€ pour 1 Graine. Puis, il les dépense chez les professionnels (commerçants, services, artisans, professions libérales, agriculteurs, ...) membres du réseau ; ces derniers continuent à faire circuler la monnaie en réglant leurs fournisseurs, en payant une partie de leurs rémunérations. Seuls les professionnels peuvent reconverter leur excédent de Graines en € moyennant un taux de reconversion.

En outre, grâce à la Graine, chaque euro converti compte double :

1. La Graine remise à l'adhérent par A.D.E.S.L. sera dépensée dans un réseau de commerces, d'entreprises et d'associations du territoire, générant un chiffre d'affaires local qui soutiendra donc l'économie et l'emploi local.
2. L'euro reçu par A.D.E.S.L. en échange de cette Graine est placé dans un fonds de réserve, qui se trouve sur un livret ou un compte dédié de la Nef ou du Crédit Mutuel.
3. Selon une convention signée au niveau national entre le Réseau des monnaies locales complémentaires, le Mouvement SOL (deux fédérations de monnaies locales) et la NEF, ce fonds de réserve ou de garantie peut donner lieu à des investissements dans l'économie locale à hauteur du double de son montant.

La Graine est enfin un outil de changement des pratiques vers la transition écologique et solidaire : les commerces, entreprises et associations du réseau devant s'engager à relever des défis simples pour la relocalisation de leurs achats, le recyclage des déchets, ou toute autre pratique dans le sens du développement durable et de l'économie circulaire.

La Graine est membre des deux réseaux français de monnaies locales, le Réseau des Monnaies locales complémentaires citoyennes et le Mouvement SOL.

L' A.D.E.S.L. - la Graine est une association gérée démocratiquement et dirigée par un Conseil d'Administration, qui réunit des représentants des différentes parties prenantes (particuliers, entreprises, associations, collectivités locales, etc.) et veille à la pérennité de l'objet de l'association et de sa gestion désintéressée. En adhérent à l'ADESL- la Graine, la Ville de Montpellier rejoint le Conseil d'Administration et dispose d'un représentant sur 13.

Il est convenu ce qui suit :

## Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association A.D.E.S.L.

## Article 2. Engagements réciproques

### 2.1. Engagements des collectivités

Afin de participer activement à la réorientation de la richesse produite dans le bassin économique de Montpellier vers les acteurs du territoire grâce à l'utilisation d'une monnaie locale, la Ville de Montpellier a pris connaissance et adhère à la Charte de l' A.D.E.S.L. - la GRAINE introduite en annexe.

La ville de Montpellier s'engage aussi à :

- Annoncer son adhésion à la Graine dans les journaux de la Ville, sur ses sites Internet, et par tout autre moyen qu'elle décidera d'utiliser
- Sensibiliser les agents et les élus de la Ville à l'intérêt et l'usage des monnaies locales.
- Former les agents et les élus volontaires de la Ville sur l'usage des monnaies locales
- Proposer à l'association A.D.E.S.L. de tenir un stand sur certaines manifestations de la Ville ou soutenues par la Ville pour promouvoir la Graine sur le territoire
- Proposer aux élus, sur la base du volontariat, de recevoir une partie de leur indemnité d'élu en Graines numériques, partie à déterminer d'un commun accord entre les collectivités et les élus concernés.
- Etudier les possibilités d'utilisation de la Graine dans les opérations diligentées par les Comités Sociaux de la fonction publique territoriale.
- Conduire une expérimentation visant à accepter l'usage la Graine comme instrument de paiement dans le cadre de ses régies de recettes. Les Graines pourront être encaissés dans le cadre d'une régie de recette, après modification de l'arrêté constitutif de la régie sur les moyens de paiement.
- Promouvoir l'usage de la Graine auprès des chambres consulaires partenaires (CCI, CMA, CRESS)
- Promouvoir l'usage de la Graine au service de la politique agroécologique et alimentaire du territoire et du développement des circuits courts accessibles.

### 2.2. Engagements de l'association

L'association A.D.E.S.L. s'engage à :

- Réaliser, sur demande de la Ville de Montpellier, une présentation de la Graine aux élus, aux représentants du personnel et au personnel
- Participer à la journée des associations, ou autre événement marquant sur le territoire de la ville de Montpellier
- Mener des actions de sensibilisation au développement économique local, à la consommation citoyenne, à l'environnement, aux circuits courts, à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) sur le territoire de la Ville de Montpellier lors de réunions publiques,

d'actions communes avec des associations de la Ville de Montpellier, ou de présence sur les marchés.

- S'organiser pour accroître le réseau des associations/entreprises adhérentes acceptant cette monnaie pour limiter les conversions de Graines vers l'Euro et ainsi assurer le dynamisme de cette monnaie locale.

### Article 3. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2024.

Elle est ensuite renouvelée par tacite reconduction pour une durée de 1 an à défaut de préavis de l'une des parties suivant les modalités de l'article 7.

### Article 4. Montant de la cotisation

Le montant de la cotisation pour les 31 communes est inscrit au budget Montpellier Méditerranée jusqu'en 2026 (décision n° MD 2023-1634 du 28/11/2023). Il est défini par le mode de calcul suivant : Nombre d'habitants de la Métropole X 0,02 € par habitant.

### Article 5. Modalités de fonctionnement

#### Article 5.1. Modalités de paiement des indemnités des élus

L'association s'engage à fournir, en temps et heure, les différents montants de monnaie locale nécessaires au paiement des fractions des indemnités des élus concernés ou au paiement des différentes sommes telles que décidées par les services métropolitains. Cette monnaie sera fournie, soit en coupons-billets de Graines, soit en unités de Graines numériques dès lors que la Ville de Montpellier aura procédé à un virement des sommes équivalentes en Euros sur le compte bancaire de l'association ADESL. Lorsqu'il s'agit de Graines numériques, elles seront virées automatiquement sur les comptes personnels des élus ou autres bénéficiaires ouverts sur le système informatique de l'ADESL gérée par le prestataire extérieur CYLAOS I.C.T avec le logiciel Cyclos 4.

#### Article 5.2 Modalités de règlement des dépenses

Le règlement direct de dépenses publiques en monnaie locale n'est actuellement pas possible. En effet, en l'état actuel du droit (décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion



budgétaire et comptable publique, arrêté du 24 décembre 2012 portant application de ce décret, code monétaire et financier), les titres de monnaie locale complémentaire ne font pas partie des moyens ou instruments pouvant être utilisés pour payer les dépenses publiques.

Le créancier ne pourra recevoir des sommes en Graines que sur la base de la volonté qu'il aura exprimée par mandat donné à l'association A.D.E.S.L.-La Graine d'encaisser en son nom tout ou partie de sa créance en euros et par l'intermédiaire de celle-ci qui lui remettra la contre-valeur en Graines.

La procédure est la suivante :

1. Le créancier doit être adhérent de l'association A.D.E.S.L.-La Graine
2. Il donne mandat au titre de l'article 1984 du code civil à l'association A.D.E.S.L.-La Graine de percevoir en son nom un montant précis (un nombre entier d'euros, 100, 150, 200) représentant tout ou partie d'une créance qu'il détient sur la Ville de Montpellier.

Le mandat doit être écrit, signé des deux parties (l'ADESL la Graine, le mandaté et le créancier, le mandant). Il indiquera précisément les coordonnées complètes du mandant, et celle du mandataire l'association ADESL – la Graine, la nature de la créance et le montant faisant l'objet du mandat. Il peut porter sur des montants récurrents (indemnités par exemple) ou uniques. Un modèle de mandat est joint à la présente convention.

3. Le mandat doit être remis au comptable public, le Trésorier de la Ville de Montpellier.

A cette fin, l'association ou le créancier adressera le mandat à la Direction Financière de la Ville de Montpellier qui le remettra au comptable à l'appui de l'ordre de dépense et l'informerá, par courriel ou tout autre moyen, de cette disposition.

4. La Trésorerie procédera au virement de la somme désignée sur le compte bancaire de l'ADESL-la Graine. Il précise dans le libellé du virement à la fois le nom de l'association, de l' élu ou de la personne destinataire du paiement.

5. L'association ADESL-la Graine informera le mandant de la réception du virement et lui remettra la contre-valeur en Graines.

#### Article 5.3. Modalités d'encaissement au sein des régies

La présente convention et la délibération afférente ont vocation à développer progressivement l'encaissement des Graines numériques au sein des régies municipales. Un premier pilote sera mené au théâtre Jean Vilar.

Les Graines numériques pourront être encaissés dans le cadre d'une régie de recette, après modification de l'arrêté constitutif de la régie sur les moyens de paiement. Les recettes en

Graines numériques seront intégrées dans la comptabilité du régisseur et apparaîtront dans le journal de caisse. Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier de la ville de Montpellier.

Chaque régie dispose d'un compte utilisateur avec une adresse mail de contact en référence. L'utilisateur effectue la transaction à partir d'un téléphone portable : il retrouve la structure soit en entrant sa dénomination, soit en scannant un QR code mis à disposition par le régisseur. La validation de la transaction emporte la génération d'un mail qui arrivera sur la boîte mail de service identifiée sur la régie, garantissant ainsi la transaction.

L'association effectuera par suite tous les mois des virements en euros du compte utilisateur Graines de la régie vers le compte de dépôt de fonds, avant le 10 du mois suivant. Ces reconversions en euros seront faites sans frais.

## Article 6. Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis au titre de la présente convention.

## Article 7. Résiliation

La convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## Article 8. Litiges

En cas de contestation sur les conditions d'exécution de la présente convention et à défaut d'un accord entre les deux parties, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux, acceptés et signés par les parties intéressées. Un exemplaire sera remis à chaque signataire.

Fait à Montpellier, le

Pour l'association A.D.E.S.L.

Pour la Ville de Montpellier

Co-président de l'A.D.E.S.L.,

le Maire

Gérard STRAUMANN

Michaël DELAFOSSE

Annexes :

Annexe 1 : Charte

Annexe 2 : liste des régies de recette

Annexe 3 : modèle de mandat